



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



agence nationale
de la cohésion
des territoires

Informations générales

Email de contact : alain.gueguen@ille-et-vilaine.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 15 juillet 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Pôle équilibre territorial et rural

Nom de la structure porteuse : PETR du Pays de Saint-Malo

Si protocole de préfiguration : date de signature : None

Signataires

Nature des signataires du CRTE :

- nom : CA du Pays de Saint Malo Agglomération, SIREN : 243500782, nature : CA
- nom : CC Bretagne Romantique, SIREN : 243500733, nature : CC
- nom : CC Côte d'Emeraude, SIREN : 243500725, nature : CC
- nom : CC du Pays de Dol et de la Baie du Mont Saint-Michel, SIREN : 200070670, nature : CC
- nom : PETR du Pays de Saint-Malo, SIREN : 200051027, nature : PETR
- Banque des Territoires
- Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine

Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

- PAPI
- PCAET
- PGRI
- PLH
- Projet alimentaire territorial
- SCOT
- SAGE
- SDAGE
- SRADDET
- Plan Global de Déplacement



- Schéma cyclable

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

- Contrat de ville
- ORT
- Convention ANRU
- Contrat local de Santé
- OPAH
- French Tech Rennes Saint-Malo
- Contrat de plan Etat Région
- Programme Territorial Santé
- Schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public

Liste des programmes de l'ANCT intégrés :

- Action cœur de ville
- France services
- Petites villes de demain
- France Très-Haut débit
- Territoires d'industrie
- Fabrique des territoires
- Transformation numérique des collectivités

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs... :

- rénovation énergétique des bâtiments publics, logements sociaux
- valorisation des gisements EnR
- développement et diversification de l'offre de logements (coût abordable, parcours résidentiel)
- renforcement et développement des centres-villes (mixité fonctionnelle)
- renforcement de l'offre existante de transport collectif, covoiturage, mobilités douces
- lutte contre la consommation des terres et l'artificialisation des sols (friches, densification, ...)
- préservation, renforcement et valorisation connaissance de la biodiversité
- amélioration de la quantité et qualité de la ressource en eau (cours d'eau, eau de surface, ...)
- favoriser le développement d'activités économiques "transition écologique"

- faciliter les projets industriels “exemplaires”
- développement de l’hébergement pour les travailleurs saisonniers
- développement du tourisme éco-responsable, tourisme fluvial, ...
- développement des circuits courts, soutien de l’activité agricole / agroalimentaire / aquacole
- réduction et valorisation des déchets et projets de filière de réemploi des ressources et déchets
- amélioration des services à l’emploi et diversification de l’offre locale de formation
- accès équitable et cohérent aux différents services
- développement, confortement des équipements/services (scolaires, sportifs, santé, culturels)
- favoriser l’inclusion numérique et la réduction des inégalités numériques
- soutenir les initiatives favorisant les coopérations visant à plus de solidarité et de mixité

Réalisation d’un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l’élaboration du CRTE : NC

Plan d’action

Domaines d’action publique couverts :

- Efficacité énergétique
- Production d’énergies renouvelables
- Accès à un logement de qualité
- Commerce, artisanat de proximité
- Mobilités douces
- Restauration et alimentation durable
- Extension urbaine maîtrisée
- Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
- Gestion, valorisation des déchets, réemploi
- Gestion quantitative et qualitative de l’eau
- Economie sociale et solidaire
- Pratique agricole durable, agro-écologie
- Circuits courts agricoles
- Culture et patrimoine
- Tourisme durable
- Ecologie industrielle et économie collaborative

- Soutien aux filières innovantes et de R&D
- Gestion des risques (inondations...)
- Sensibilisation et animation de la transition
- Economie, production et consommation durable
- Usages et inclusion numériques
- Emploi et Insertion
- Organisation des déplacements
- Tiers Lieux
- Education
- Sport
- Santé et soins
- Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau, chaleur...)
- Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
- Réseaux verts et intelligents
- Transports en commun
- Véhicules électriques, hybrides, GNV, bornes de recharge...
- Logistique et Fret
- Loisirs
- Opération de requalification (friches...)
- Formation professionnelle
- Sûreté et sécurité
- Espaces publics, espaces verts

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 0

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 0

Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

- Sous-Préfet de Saint-Malo
- nom : PETR du Pays de Saint-Malo, SIREN : 200051027, nature : PETR
- nom : CA du Pays de Saint Malo Agglomération, SIREN : 243500782, nature : CA
- nom : CC du Pays de Dol et de la Baie du Mont Saint-Michel, SIREN : 200070670, nature : CC
- nom : CC Côte d'Emeraude, SIREN : 243500725, nature : CC
- nom : CC Bretagne Romantique, SIREN : 243500733, nature : CC
- Banque des Territoires

- Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

- Conseil de développement

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

- CODESEN Conseil de Développement Economique, Social et ENVironnemental qui regroupe environ 100 acteurs socio-économiques du pays

Démarches de co-construction du CRTE : None

Existence d'un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Non

Domaines d'action publique de la coopération interterritoriale :

Définition d'indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l'aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d'analyse ex-ante des actions :

Ingénierie et financement

Recrutement d'un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d'un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l'ingénierie locale : None

Mobilisation d'une ingénierie externe :

- ADEME
- Banque des territoires
- Bureau étude subvention ANCT

Existence d'une maquette financière annexée (ou d'un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Non

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : 0€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d'investissement : 0€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : 0€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 0€

Montant total en euros des engagements financiers de l'Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : 0€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : 0 €